

tre du Canada, relativement à la révision de notre rôle au sein de l'OTAN, c'est que pas un pays allié n'a félicité le gouvernement canadien. Nous n'avons reçu que les félicitations officielles de la Russie.

Or, monsieur l'Orateur, tous les députés savent que le principal ennemi de l'Europe, du Canada et des États-Unis, c'est encore la Russie. Si j'étais premier ministre du Canada, je me méfiera des félicitations que la Russie peut m'offrir pour avoir décidé de réduire nos forces au sein de l'OTAN.

A mon sens, cela n'est pas de nature à inciter les membres du Pacte de Varsovie à se montrer plus conciliants à l'égard des pays membres de l'OTAN.

Monsieur l'Orateur, je crois que la décision est prématurée. Que le très honorable premier ministre suive les conseils de l'honorable ministre de la Défense nationale qui, à maintes reprises, aurait affirmé le contraire, à l'occasion de certaines déclarations publiques qu'il aurait faites.

Cette décision du gouvernement diminuera, je le répète, notre prestige international. Le Canada ne pourra pas jouer le même rôle qu'il jouait auparavant, lorsqu'il était choisi comme médiateur dans certains conflits qui naissent ici et là dans le monde.

Pour toutes ces raisons et après avoir entendu plusieurs témoignages au cours de ce voyage, j'appuie d'emblée l'amendement présenté par le chef de mon parti. Le Canada devrait, à mon avis, revenir sur sa décision de réduire nos effectifs au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

Monsieur l'Orateur, au cours de la dernière campagne électorale, on a parlé de politique de participation, et je me demande pourquoi on a envoyé les membres du comité des affaires extérieures et de la défense nationale en Europe? Nous avons étudié les problèmes sur les lieux. Nous nous sommes renseignés. Nous avons coudoyé des gens d'expérience et rencontré des gens importants. Dès notre retour, nous avons présenté à la Chambre notre rapport et, au paragraphe 2, nous disons que le Canada devrait continuer à garder des effectifs en Europe, conformément aux accords collectifs de défense de l'OTAN. Nous avions pensé à cela au cours de notre voyage de retour, et c'est presque à l'unanimité que cette recommandation a été faite.

Je me demande pourquoi le cabinet n'a pas tenu compte de nos recommandations. Qu'en est-il au sujet de la politique de participation du gouvernement actuel et, surtout, quelle valeur, quelle importance, attache-t-on aux travaux de nos comités? Lorsque les rapports que nous présentons à la Chambre, comme celui qui a trait à l'OTAN, sont laissés de côté par le très honorable premier ministre, c'est frustrant.

[L'hon. M. Asselin.]

Monsieur l'Orateur, avant de terminer mes observations, je dois dire que l'amendement présenté par le chef de notre parti est réaliste et reflète bien les circonstances actuelles, en ce qui touche la tension internationale. J'espère que les députés ministériels qui ont fait ce voyage et qui ont étudié le problème de notre participation à l'OTAN, après avoir beaucoup réfléchi, appuieront l'amendement présenté au nom de notre parti, afin de manifester leur désaccord en ce qui a trait à la déclaration du très honorable premier ministre, qui est confuse et ne propose rien de nouveau au sujet de la révision de notre rôle au sein de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

[Traduction]

M. Colin D. Gibson (Hamilton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, après avoir écouté le discours du premier ministre (M. Trudeau) hier et y avoir beaucoup réfléchi, je dirais qu'à mon humble avis il a pris une initiative hardie pour renforcer notre politique étrangère. Il a déclaré qu'aucune autre législature que celle-ci ne formulera notre politique étrangère. J'oppose cette observation à celle du chef de l'opposition (M. Stanfield) qui a dit que notre politique étrangère est ambiguë, et qu'elle a été sabotée et édulcorée.

Des voix: Bravo!

M. Gibson: Il a accusé le gouvernement d'isolationnisme. Rien n'est plus faux. En ce moment, le Canada prend une part active à la conférence sur le désarmement à Genève. Notre ambassadeur, M. George Ignatieff, joue un rôle important dans les discussions des plus hautes instances internationales dans l'espoir d'assurer la paix du monde. Il a exposé aux membres du comité des projets à grande portée et fort hardis mais pratiques pour amener la détente. A la lumière de ces faits je demande, est-ce là le fait d'un gouvernement isolationniste? Je vous déclare, monsieur l'Orateur, qu'il est absolument ridicule de dire que la politique canadienne est isolationniste.

Les députés savent vraisemblablement que notre comité des affaires extérieures a présenté un rapport.

Une voix: Où est-il?

M. Gibson: Ils savent aussi que nous avons visité Genève où l'on a proposé un programme pour le désarmement. Ce programme fait l'objet de négociations en ce moment au sein des plus hautes instances internationales à Genève. Notre représentant canadien y participe activement. Je vous le demande, quel pays a fait des efforts pour réunir les pays membres du pacte de Varsovie et de l'OTAN à la table des négociations pour assurer une